

« Si nous voulons exister, il nous faut une université forte » (Louis Vogel)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°246831 - Publié le 30/03/2022 à 18:32

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 01/04/2022 à 10:31



Louis Vogel en ouverture du colloque « Quelle Université pour demain ? » du Club d'Iéna, le 30/03/2022 - © Club d'Iéna

« Si nous ne parlons pas beaucoup, pas assez, d'enseignement supérieur et de recherche, ces deux thématiques constituent un enjeu majeur pour notre pays (...) Je suis intimement convaincu que l'université est à la fois un instrument de soft et de hard power, un acteur d'influence et la condition de la puissance de notre pays. La formation, la recherche et l'innovation constituent une stratégie d'indépendance. Si nous voulons exister, il nous faut une université forte. À côté de cela, l'université est aussi un instrument d'intégration et d'égalité des chances, indispensable pour faire réussir notre jeunesse, dépasser les clivages qui nous divisent. »

C'est ce que déclare [Louis Vogel](#), maire de Melun et relais de la majorité présidentielle pour l'ESR (Enseignement supérieur et recherche), en ouverture du colloque intitulé « Quelle Université pour demain ? » organisé par le Club d'Iéna, think tank qu'il préside, le 30/03/2022.

« Nous avons observé que des blocages persistaient, malgré des avancées incontestables, nous nous sommes accordés sur des constats dont nous pouvons être fiers. L'université française s'est déjà profondément modernisée ces dernières années et est prête à aller beaucoup plus loin pour se transformer véritablement et efficacement », ajoute-t-il.

Et Louis Vogel de conclure : « Le moment est venu, car nous nous trouvons à un tournant, où les enjeux à la fois géopolitiques, économiques et sociologiques sont immenses. Pour construire l'université de demain, il faudrait mettre l'étudiant au cœur du système, valoriser encore plus la recherche et faire confiance aux acteurs. »

Par ailleurs, à l'occasion de son colloque, le think tank publie un sondage mené par [l'Ifop](#) (Institut français d'opinion publique) sur « Les étudiants, l'orientation scolaire et la situation à l'université ».

Mettre l'étudiant au cœur du système

Selon Louis Vogel, il faut « mettre l'étudiant au cœur, car l'université existe d'abord pour les étudiants, ce qui est à la fois une évidence et une injonction qu'il faut réactualiser en permanence et adapter à chaque génération ».

« Les étudiants de la décennie 2020 sont confrontés à un marché de l'emploi qui change toujours plus rapidement et portent une conscience aiguë des enjeux sociétaux qu'il leur appartiendra de relever. Ils savent aussi qu'ils n'exerceront probablement pas le même métier tout au long de leur vie professionnelle. »

« C'est avec ces questions et ces inquiétudes qu'ils viennent à l'université. Confrontés à un monde incertain, ils attendent de la clarté quant à l'orientation, la participation dans les études, l'interactivité, la transversalité de leur parcours, la justice et l'équité dans leur vie d'étudiant », ajoute-t-il.

Aux questions « Comment répondre à toutes ces exigences nouvelles ? Comment adapter l'expérience université au sein des amphithéâtres et des campus pour répondre à leurs besoins ? », le maire de Melun évoque deux pistes.

- « Nous devons offrir une chance à tous nos étudiants en accordant une attention particulière au début du parcours, au premier cycle, tout de suite après le baccalauréat. Beaucoup de choses se jouent dans les tout premiers semestres. Nous devons continuer à adapter l'offre de formation, par le nouveau rôle de Parcoursup qui constitue une avancée mais peut être amélioré et complété en amont, la réflexion sur les places offertes à l'université et sur l'offre de filières courtes et professionnalisantes, ou encore la possibilité de réorientation au cours du parcours et tout au long de la vie.
- Il faut permettre à l'étudiant d'être le véritable acteur de sa formation, tenir compte de l'étudiant dans sa réalité, notamment des situations de handicap. Cela implique de prendre en compte la vie étudiante dans sa globalité, et non pas l'étudiant seulement par sa présence en cours. C'est bien l'ensemble de son parcours qui constitue l'expérience de formation. Nous devons donc améliorer la vie sur les campus, valoriser l'engagement étudiant dans les notations, réfléchir au financement des études, au logement étudiant, à la réforme du système des aides sociales notamment en simplifiant l'accès. »

Valoriser encore plus la recherche

« Avec l'apparition des classements internationaux, la France a repensé en profondeur l'organisation de son système de recherche et le rôle des différents acteurs. L'apparition d'universités de recherche très visibles dans les classements ne constitue que la pointe de l'iceberg. Ces 15 dernières années, un travail considérable a été mené pour adapter les fondements de l'université à un contexte international de plus en plus compétitif », souligne Louis Vogel.

Il identifie toutefois trois fragilités :

- « Le sous-financement face aux grands pays producteurs de science, malgré des progrès ces dernières années notamment avec la LPR (Loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur) ;
- le différentiel de salaire et de reconnaissance par rapport aux conditions que peuvent offrir de grandes institutions en Amérique du Nord, en Suisse ou en Europe du Nord ;
- la structuration des acteurs beaucoup trop complexes. Les universités et les organismes de recherche ont réfléchi et amorcé des réformes pour mieux organiser la recherche, mais des difficultés persistent. »

Selon le relais ESR de la majorité présidentielle, « nos chercheurs ont besoin de retrouver le temps long. Il faut améliorer les moyens des laboratoires très concrètement, fluidifier la relation avec les ONR (Organismes nationaux de recherche), simplifier le financement notamment par appels à projets, et créer plus de lien entre la recherche et la formation pour enfin prendre en compte l'évolution du métier tout au long d'une carrière. On peut enseigner, puis mettre l'accent sur la recherche, sur l'innovation ou sur la gouvernance, c'est la vie d'un enseignant-chercheur ou d'un chercheur ».

Il appelle par ailleurs à ne pas « oublier l'innovation, car il n'y a pas d'innovation sans recherche, et inversement. Si les campus français ont longtemps été rétifs au monde de l'entreprise, avec une forte méfiance et un fossé culturel, la situation s'est considérablement améliorée ces dernières décennies ».

« Les chercheurs voient les interactions avec les partenaires industriels d'une manière beaucoup plus favorable qu'auparavant, comme une occasion de mettre en valeur les connaissances qu'ils développent, de répondre aux grands défis de notre société, de faire avancer les projets de recherche plus vite en attirant des financements supplémentaires. Aussi les étudiants souhaitent qu'une plus large place soit faite à l'entreprise au sein de l'université. »

« Si cette direction est la bonne, il reste beaucoup de chemin à faire. En particulier dans un contexte international qui s'est considérablement durci, les enjeux d'innovation sociale et technologique sont aussi des enjeux de souveraineté qui conditionnent des choix de société plus profonds », ajoute-t-il.

« Tout cela questionne le rôle des investissements d'avenir, de l'importance du développement du lien avec le monde économique, du bon équilibre avec la recherche et du bon positionnement pour l'État, un État stratège qui crée les conditions d'une recherche plus performante. »

Faire confiance aux acteurs

« Faire confiance aux acteurs implique plus d'autonomie pour le président d'université et son conseil d'administration, en mettant fin à la logique de contrôle a priori encore trop poussée. La confiance doit aussi s'appliquer dans la gestion RH (Ressources humaines), financière, patrimoniale pour soutenir des politiques différenciées. Enfin, cela doit s'inscrire dans une relation avec l'État grâce à un dialogue contractuel renouvelé », déclare Louis Vogel.

« À cette confiance verticale, entre université, organisme et État, devra s'ajouter une confiance horizontale entre universités, grandes écoles et collectivités territoriales. Nous aborderons les politiques de site, l'avenir des regroupements territoriaux et toutes les perspectives de partenariat qui germent aujourd'hui à travers notre pays. Cette union sacrée constitue une clé de la réussite de notre jeunesse, de l'ESR et de notre pays. »

Un sondage pour « écouter les attentes et besoins des étudiants »

L'Ifop publie un sondage en partenariat avec le Club d'Iéna intitulé « Les étudiants, l'orientation scolaire et la situation à l'université ». Réalisée en ligne du 16 au 23/03/2022, l'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 985 personnes, représentatif de la population étudiante française.

Selon Louis Vogel, « construire la France de demain implique nécessairement que nous formions les citoyens de demain, pour qu'à leur tour ils puissent transmettre les savoirs qui feront de la génération d'aujourd'hui les chercheurs, les professeurs, les inventeurs de demain au service d'un pays à la pointe de la recherche. Cela implique de remettre l'étudiant au cœur, de comprendre ses besoins, d'écouter ses attentes, mais cela implique aussi pour nous d'anticiper les changements à venir. De ce point de vue, les résultats du sondage sont très intéressants ».

Il dresse plusieurs constats :

- « Ils montrent une expérience globalement satisfaisante en matière d'orientation scolaire, avec des étudiants qui ont majoritairement le sentiment d'avoir eu les informations nécessaires pour s'orienter après le baccalauréat, à 70 %. Plus globalement, ces étudiants estiment très largement étudier dans la filière de leurs rêves, à 78 %.
- Cependant seuls 51 % de ces étudiants se disent satisfaits quant à l'information qu'ils ont obtenue en matière d'orientation scolaire dans les universités.
- En matière d'orientation professionnelle, la situation apparaît encore plus contrastée : à peine plus d'un étudiant sur deux se sent bien préparé pour son entrée dans la vie professionnelle (52 %), avec des écarts très significatifs entre les étudiants des cursus universitaires (42 %) et les étudiants des écoles d'ingénieurs (68 %), de commerce (78 %) et des IUT (Institut universitaire de technologie) (67 %).
- Le niveau d'insatisfaction à l'égard des services universitaires dédiés à l'insertion professionnelle apparaît important (43 %), il y a donc des progrès à faire pour nous.
- Enfin le meilleur score de tout le sondage concerne le financement : 88 % des étudiants sondés considèrent que l'État doit prendre en charge le financement de l'enseignement supérieur et garantir la gratuité ou la quasi-gratuité des frais de scolarité aux étudiants. »

(Re)voir le colloque du Club d'Iéna



Louis Vogel

Président @ Club d'Iéna

Maire @ Melun

Membre fondateur @ Vogel & Vogel

Parcours

-	Club d'Iéna Président
-	Barreaux de Paris, New York, Bruxelles et Francfort Avocat
Depuis avril 2016	Melun Maire
Décembre 2010 - décembre 2012	France Universités Président
2006 - 2012	Université Paris 2 - Panthéon-Assas Président
Depuis 1994	Université Paris 2 - Panthéon-Assas Professeur de droit comparé
Depuis 1990	Vogel & Vogel Membre fondateur

-

Établissement & diplôme

-	Université Doctorat
-	Yale Law School Masters of law
-	Sciences Po Paris (IEP Paris) Diplômé

-

Fiche n° 22441, créée le 19/04/2017 à 11:38 - Màj le 10/05/2021 à 08:41

© News Tank Éducation & Recherche - 2022 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »